



vendredi 7 octobre 2016

## **Les grands titres:**

- Cyclone Matthew : l'ONU concentre ses efforts sur la sécurité sanitaire
- Prix Nobel de la paix : un espoir et un encouragement nécessaires pour le peuple colombien, selon le chef de l'ONU
- Niger : Ban Ki-moon condamne l'attaque contre une zone d'accueil de réfugiés dans l'ouest du pays
- Les filles consacrent plus de temps aux tâches domestiques que les garçons, selon l'UNICEF
- Nigéria : les civils libérés de Boko Haram ont besoin d'aide, selon le HCR
- Ethiopie : le HCDH demande une enquête indépendante sur les décès survenus dans la région d'Oromia

## **Cyclone Matthew : l'ONU concentre ses efforts sur la sécurité sanitaire**



Cyclone Matthew a frappé Haïti causant des dommages importants dans les villes de Jeremie et les Cayes, à l'ouest du pays.  
Photo: ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

**7 octobre** - Suite au passage du cyclone Matthew sur Haïti, plusieurs agences de l'ONU ont fait le point vendredi sur l'ampleur et les conséquences de ce phénomène climatique et précisé la nature de leur réponse notamment dans le domaine de la santé.

Rappelant que le cyclone a principalement touché les parties sud d'Haïti, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a fait état de sérieux dégâts notamment dans les départements de Grande Anse et Sud. « Selon le gouvernement haïtien, au moins 350.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire immédiate, 2000 foyers ont été inondés et des centaines ont été endommagés ou détruits », a dit le porte-parole d'OCHA à Genève, Jens Laerke. « Mais nous nous attendons à ce que ce chiffre grimpe alors que nous recevons plus d'informations de la part de nos équipes sur le terrain », a-t-il ajouté

précisant qu'une équipe de coordination et d'évaluation des catastrophes des Nations Unies (UNDAC) a été déployée sous la supervision d'OCHA.

« L'éducation doit se poursuivre dans les zones touchées », a pour sa part déclaré le porte-parole du Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Christophe Bouliera, indiquant que 500.000 enfants vivent dans les zones plus affectées par le cyclone et que 175 écoles ont été sévèrement endommagées alors que 150 autres à travers le pays sont utilisées comme abris. « La priorité est de nous assurer que les enfants aient accès à de l'eau potable sûre car ils sont particulièrement vulnérables face aux maladies hydriques », a-t-il souligné précisant que plusieurs établissements de santé ont été endommagés et ont besoin d'être réparés.



L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a rappelé que des équipes ont été envoyées à Haïti, Cuba, au Bahamas et en Jamaïque. « Des préparatifs ont été faits pour des cas possibles de choléra en Haïti », a déclaré la porte-parole de l'OMS, Fadela Chaib précisant que le pays a connu plus de 28.500 cas de l'épidémie en 2016 alors que la saison des pluies n'est pas encore arrivée. « Sur les 15 hôpitaux principaux, neuf fonctionnent normalement malgré les dommages subis par certains », a ajouté Mme Chaib qui a indiqué que l'OMS a envoyé sur le terrain des experts en coordination sanitaire, des épidémiologistes ainsi que des équipes logistiques. « Comme les inondations et les dommages sont importants, les cas de choléra peuvent augmenter », a-t-elle alerté soulignant que des équipes ont été déployées pour détecter très rapidement les premiers cas pour limiter l'expansion de la maladie.

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le cyclone Matthew ne disparaîtra pas dans les prochains jours. « Il s'est abattu sur Haïti et est parti sur Cuba et les Bahamas. Il monte maintenant furieusement vers les Etats de Floride, de Georgie et de Caroline du Sud, aux Etats-Unis », a dit la responsable média de l'OMM, Clare Nullis. « Selon les trajectoires actuelles, Matthew ne frappera pas directement la terre pour ensuite disparaître mais embrassera la cote pendant plusieurs jours », a-t-elle précisé. « Le Service météorologique national et le Centre national pour les ouragans des Etats-Unis et les autorités de Floride font tout leur possible pour adresser des mises en garde sur le cyclone actuellement classé en catégorie 3 », a-t-elle ajouté.

## Prix Nobel de la paix : un espoir et un encouragement nécessaires pour le peuple colombien, selon le chef de l'ONU



Le Président colombien, Juan Manuel Santos Calderón donne au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, un stylo similaire à ceux utilisés pour la signature de l'accord de paix colombien. Fabriqués à partir de balles recyclées, les stylos comportent les inscriptions suivantes: "les balles ont écrit notre passé, l'éducation notre avenir" Photo ONU

**7 octobre** - Suite à l'attribution du prix Nobel 2016 pour la paix au Président de la Colombie, Juan Manuel Santos, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré que cette distinction arrive à un « moment critique » et rappelle à toutes les parties la nécessité de poursuivre leur travail pour faire aboutir le processus de paix.

« Cette reconnaissance spéciale donne de l'espoir et de l'encouragement nécessaires pour le peuple colombien », a estimé le Secrétaire général dans une déclaration publiée vendredi. « Ce prix est un message opportun à tous ceux qui ont travaillé si dur pour la paix - le Gouvernement de la Colombie, les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée populaire (FARC-EP), toutes les forces politiques et sociales qui expriment un désir de paix, la société civile et en particulier pour les victimes, qui ouvrent la voie vers la réconciliation nationale », a-t-il ajouté.

Cette année, le Comité Nobel norvégien a choisi de récompenser le président colombien pour ses efforts en faveur du processus de paix avec les FARC-EP. Lors d'un référendum organisé dimanche dernier, les Colombiens ont rejeté l'accord de paix signé par le gouvernement et les FARC-EP par une courte majorité de 50,2%

« Les résultats du plébiscite du 2 octobre ne devraient pas diviser les millions de Colombiens qui cherchent à construire un pays pacifique », a souligné M. Ban qui s'est félicité du dialogue qui a été entrepris sur la voie à suivre.

Le chef de l'ONU s'est félicité des déclarations de tous les intéressés qui se sont engagés pour la paix et a salué l'engagement continu des parties, estimant que les dirigeants doivent mener un dialogue avec pragmatisme, centré sur le désir de paix du peuple colombien.

« Ce prix leur dit: 'vous êtes trop loin maintenant pour revenir en arrière' », a souligné M. Ban. « Le processus de paix doit inspirer notre monde », a-t-il conclu.

## Niger : Ban Ki-moon condamne l'attaque contre une zone d'accueil de réfugiés dans l'ouest du pays



Un berger et ses chameaux sur la route en direction de Tahou, au Niger à la tombée du jour. 22 membres des forces de sécurité nigériennes ont été tués dans une attaque survenue jeudi contre un poste de sécurité de la zone d'accueil de réfugiés à Tazalit. Photo: UNICEF/Vincent Tremeau

**7 octobre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné l'attaque survenue jeudi contre un poste de sécurité de la zone d'accueil de réfugiés à Tazalit, dans la région de Tahoua, au Niger, dans laquelle 22 membres des forces de sécurité nigériennes ont été tués et plusieurs autres blessés.

« Le Secrétaire général encourage les autorités du Niger à poursuivre et traduire en justice les auteurs de ce crime », a déclaré vendredi son porte-parole. « Il appelle également le Gouvernement du Niger à renforcer davantage la sécurité autour des camps de réfugiés et d'autres cibles vulnérables », a-t-il ajouté.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit choqué et profondément attristé par cette attaque dont les assaillants ne sont toujours pas identifiés. La «zone d'hébergement accueille actuellement près de 4.000 réfugiés, mais aucun n'a été blessé lors de l'attaque », a précisé le porte-parole du HCR, William Spindler.

Selon l'agence onusienne, les assaillants armés seraient arrivés sur les lieux à bord de deux camionnettes. Les témoins disent que, suite à l'attaque, les assaillants sont restés environ deux heures dans la zone pendant lesquels ils ont pillé le centre de santé, volé des stocks de médicaments vitaux et incendié une ambulance du HCR. Aucun membre du personnel du HCR ou de ses partenaires n'était présent lorsque l'attaque a eu lieu. Les assaillants ont ensuite volé un véhicule militaire et ont pris la fuite avant que des renforts n'arrivent sur place.

«Le HCR condamne fermement ces actes de violence contre les personnes qui travaillaient pour protéger et assurer la sécurité des réfugiés maliens vulnérables, ayant été contraints de fuir leur pays depuis l'éruption de violences et de la guerre civile en 2012.», a déclaré M. Spindler, ajoutant que le HCR est également préoccupé par le nombre croissant d'incidents violents dans les régions de l'ouest du Niger frontalières du Mali, y compris des embuscades, vols à main armée et des incidents liés à des mines.

Immédiatement après les attentats, le HCR a envoyé une équipe de Niamey sur le site pour identifier les besoins et fournir une aide. « Des responsables du CHR se rendront dans la région ce samedi pour rencontrer la communauté et les autorités et exprimer leur soutien et solidarité », a ajouté le porte-parole.

Le Niger héberge actuellement plus de 60.000 réfugiés maliens et a accueilli plus de 5000 nouveaux arrivants depuis le début de l'année 2016. Plus de 80.000 réfugiés nigériens sont également hébergés dans l'est du pays.

## Les filles consacrent plus de temps aux tâches domestiques que les garçons, selon l'UNICEF



Une jeune fille porte sa soeur sur son dos ainsi que du feu de bois sur sa tête. Les filles supportent le fardeau des tâches ménagères. Photo: UNICEF/Stephen Wandera

**7 octobre** - A l'approche de la Journée internationale de la fille (11 octobre), un rapport publié vendredi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) montre que les filles consacrent 40 % de temps en plus, ou 160 millions d'heures supplémentaires par jour, à des tâches ménagères non rémunérées par rapport aux garçons de leur âge.

« Le fardeau inégal du travail domestique non rémunéré pèse sur les filles dès la petite enfance, et s'alourdit lorsqu'elles arrivent à l'adolescence », a déploré la Conseillère principale de l'UNICEF pour l'égalité des sexes, Anju Malhotra. « Par conséquent, celles-ci doivent consentir à d'importants sacrifices et renoncer à apprendre, grandir ou simplement vivre pleinement leur enfance ».

« Cette répartition inégale du travail entre les enfants perpétue les stéréotypes sexospécifiques et la double charge qui pèse sur les femmes et les filles de génération en génération », a-t-elle ajouté.

Le rapport de l'UNICEF intitulé 'Exploiter la puissance des données au service des filles : bilan et perspectives pour 2030' révèle que la répartition inégale du travail domestique commence très tôt. Les filles âgées de 5 à 9 ans consacrent 30 % de temps en plus, ou 40 millions d'heures supplémentaires chaque jour, aux tâches ménagères telles que la cuisine, le ménage, par rapport aux garçons de leur âge. Les disparités s'accroissent dans les tranches d'âge supérieures ; en effet, les filles de 10 à 14 ans consacrent 50 % de temps en plus, soit 120 millions d'heures supplémentaires chaque jour.

Le rapport indique également que le travail des filles est moins visible et rarement reconnu à sa juste valeur. Trop souvent, les filles se voient imposer des responsabilités d'adultes, comme s'occuper des membres de la famille, y compris d'autres enfants. Le temps qu'elles consacrent aux tâches domestiques réduit celui qu'elles peuvent passer à jouer, nouer des relations sociales avec leurs amis, étudier ou simplement être des enfants. Dans certains pays, en allant chercher de l'eau et du bois, elles s'exposent même au risque de violence sexuelle.

« La première étape fondamentale pour atteindre l'objectif de développement durable relatif à l'égalité entre les sexes et lever les obstacles que rencontrent 1,1 milliard de filles à travers le monde, sera de quantifier les difficultés auxquelles celles-ci sont confrontées », affirme le chef des données et des analyses de l'UNICEF, Attila Hancioglu.

Outre les tâches domestiques, le rapport présente des données relatives aux problématiques liées aux filles que visent les objectifs de développement durable (ODD), notamment la violence, le mariage précoce, les mutilations génitales féminines et l'éducation.

Pour l'UNICEF, atteindre les ODD consacrés à ces enjeux et permettre aux filles d'acquérir les connaissances, les compétences et les ressources dont elles ont besoin pour réaliser pleinement leur potentiel, servira la cause des filles et contribuera à alimenter la croissance économique, promouvoir la paix et réduire la pauvreté.

## Nigéria : les civils libérés de Boko Haram ont besoin d'aide, selon le HCR



nord-est du Nigéria souffre d'insécurité alimentaire. Photo FAO/Patrick David

**7 octobre** - Une évaluation menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) montre que la plupart des civils libérés de l'emprise de Boko Haram dans les régions du nord du Nigéria, ont besoin de protection.

« Les personnes déplacées par Boko Haram sont confrontées un niveau élevé de vulnérabilité », a déclaré vendredi le porte-parole du HCR, William Spindler lors d'un point de presse à Genève. « Presque toutes les familles sont affectées par des problèmes très inquiétants en matière de protection », a-t-il ajouté, soulignant que certaines d'entre elles vivent dans la crainte que le groupe d'insurgés puisse les attaquer de nouveau.

Une équipe du HCR et ses partenaires ont évalué ces deux dernières semaines les besoins des populations dans les zones nouvellement accessibles de l'Etat de Borno. Ils se sont entretenus avec des particuliers et des responsables de communautés locales dans les villes de Monguno, Bama, Damboa, Dikwa, Konduga, Mafa, Magumeri et Shani.

Selon les conclusions de cette évaluation, plus de 60.000 personnes déplacées, pour la plupart originaires du district de Marte, vivent actuellement dans neuf sites à Monguno, où elles ont besoin d'une aide régulière de toute urgence. Des civils continuent d'arriver après avoir fui des opérations militaires toujours en cours au nord de l'Etat de Borno pour déloger Boko Haram.

Pour l'agence onusienne, il est essentiel que les distributions de nourritures soient renforcées et plus régulières. « Les pénuries alimentaires sont une préoccupation majeure à Monguno et Kuya », a alerté M. Spindler qui a également signé des cas de malnutrition aiguë chez des enfants. « A Kuya, les femmes doivent envoyer leurs enfants - âgés parfois de cinq ans seulement - vendre de petits objets ou mendier de l'argent dans les rues afin de pouvoir acheter de la nourriture et des médicaments », a-t-il ajouté.

Alors qu'environ 7.500 personnes vivent dans des bâtiments scolaires délabrés et des abris de fortune à Monguno et Kuya, le HCR travaille avec les autorités nigérianes pour identifier un nouveau site pour les personnes déplacées. « Nous nous apprêtons à livrer des articles de secours aux familles les plus vulnérables de Monguno, y compris des matelas, des nattes de couchage, des lampes à énergie solaire, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires, des jerrycans, des babouches, des produits d'hygiène féminine, du savon et du détergent », a précisé le porte-parole.

L'équipe du HCR a également constaté que de nombreuses familles sont désormais dirigées par des femmes seules, leurs maris ayant été tués par Boko Haram, contraints de rejoindre les insurgés ou étant portés disparus. « Le lancement de programmes visant à assurer des moyens d'existence est nécessaire d'urgence pour aider ces femmes à devenir autonomes et réduire le risque qu'elles recourent à la prostitution de survie », a dit M. Spindler.

Plus de deux millions de personnes sont déracinées au Nigéria, y compris 1,87 million de civils ayant fui les violences de Boko Haram depuis 2014. Quelque 195 350 personnes ont par ailleurs trouvé refuge dans les pays voisins au Cameroun, au Tchad et au Niger.

## Ethiopie : le HCDH demande une enquête indépendante sur les décès survenus dans la région d'Oromia



Des femmes remplissent des jerricanes à un point de collecte d'eau dans la région d'Oromia en Ethiopie. LE HCDH demande qu'une enquête indépendante soit menée sur la mort de plusieurs personnes dans la ville de Bishoftu suite à une manifestation lors d'un festival religieux. Photo: OCHA Ethiopia/Zelalem Letyibelu

**7 octobre** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a souligné vendredi la nécessité d'une enquête indépendante sur les événements qui se sont produits dimanche dernier dans la ville de Bishoftu, en Ethiopie, où plusieurs personnes ont trouvé la mort suite à une manifestation lors d'un festival religieux.

« Il y a eu de plus en plus de troubles dans plusieurs villes de la région d'Oromia, au sud-est d'Addis-Abeba, depuis dimanche dernier où de nombreuses personnes sont mortes après être tombées dans des fossés ou dans le lac Arsede alors qu'elles fuyaient apparemment les forces de sécurité », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

« Les manifestations ont apparemment été alimentées en partie par un manque de confiance dans la version des autorités sur les événements ainsi que des informations extrêmement divergentes sur le nombre de morts et la conduite des forces de sécurité », a-t-il ajouté.

Le HCDH a appelé les manifestants à faire preuve de retenue et à renoncer à l'usage de la violence, et a rappelé aux forces de sécurité éthiopiennes qu'elles doivent se comporter conformément au droit et normes internationaux en matière de droits de l'homme.

M. Colville a souligné la nécessité de faire en sorte que les responsables de cet incident, et de plusieurs autres survenus depuis novembre dernier impliquant des manifestations qui se sont terminées en violence, rendent des comptes.

« Au lieu de couper l'accès aux services de données mobiles dans certaines régions du pays, y compris à Addis-Abeba, nous exhortons le gouvernement à prendre des mesures concrètes pour faire face aux tensions croissantes, notamment en permettant aux observateurs indépendants d'accéder aux régions d'Oromia et d'Amhara pour parler à toutes les parties et évaluer les faits », a dit le porte-parole du Haut-Commissaire.

Le 19 août dernier, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein, a contacté le gouvernement éthiopien pour lui demander l'accès d'observateurs indépendants dans le pays pour évaluer la situation des droits de l'homme dans les régions d'Oromia et d'Amhara conformément aux obligations de l'Éthiopie en matière de droits de l'homme.

« Nous appelons à nouveau le gouvernement à nous accorder l'accès », a dit M. Colville.

Le HCDH s'est également dit préoccupé par l'arrestation de deux blogueurs, Seyoum Teshoume et Natnael Feleke, cette semaine. « M. Feleke et un de ses amis auraient été arrêtés pour avoir discuté bruyamment de la responsabilité du gouvernement pour les décès survenus au festival d'Irrecha dimanche dernier en Oromia », a indiqué le porte-parole du Commissaire faisant également état de rapports inquiétants d'arrestations massives dans les régions d'Oromia et d'Amhara.

« Nous exhortons le gouvernement à libérer les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et d'opinion », a dit M. Colville. « Faire taire la critique ne fera qu'approfondir les tensions », a-t-il prévenu.